
De bonnes intentions, des moyens limités

Claude Cheysson

Lorsque l'ancien ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand siégeait à la Commission de Bruxelles, il avait la responsabilité de tout ce qui concernait la Méditerranée; il a donc une connaissance précise des grands dossiers de cette région et une vision lucide des enjeux. Dans cet entretien, il nous donne son point de vue en toute franchise.

– Comment appréciez-vous le bilan de la politique méditerranéenne de la Communauté européenne mise en oeuvre depuis une vingtaine d'années?

Ce bilan est-il simplement nul ou négatif? J'hésite à répondre. Nous nous éloignons sans cesse des problèmes de nos partenaires en Méditerranée. S'y ajoutent beaucoup d'éléments particuliers. Quand les choses sont difficiles avec l'Algérie, les Français se laissent tous prendre par le désir de ne pas en entendre parler. C'est tellement plus commode! Il faut reconnaître que les secousses internes rendent difficile d'aborder sérieusement les problèmes économiques; surtout avec l'évolution technologique actuelle car la réponse ou les réponses à un certain nombre de problèmes de nos partenaires du sud de la Méditerranée comportent la délocalisation, c'est à dire le transfert d'activités économiques; en particulier, celles à faibles qualifications professionnelles où, par conséquent, le niveau salarial est le plus bas.

N° 7 Eté 1993

Or, c'est précisément là que le chômage est le plus préoccupant chez nous. Je ne veux pas dire que le chômage des cadres ne soit pas important mais, avec une reprise économique, on peut espérer qu'ils pourront retrouver des emplois; en revanche même s'il y a croissance, ceux de nos concitoyens qui ont une formation faible n'en retrouveront pas.

Les forces du marché vont tout naturellement chercher la croissance dans les domaines les plus profitables. Or les secteurs les plus profitables ne sont plus ceux qui ne demandent qu'une faible qualification. On ne gagne plus d'argent en faisant du textile ou en produisant de l'acier. Donc c'est là où le danger du sous-emploi va croissant. Va-t-on encore l'augmenter en acceptant un transfert ailleurs avec des délocalisations dans les pays du sud de la Méditerranée?

En revanche, les investisseurs chercheront la croissance là où la valeur ajoutée est la plus forte: quelques secteurs industriels et principalement les services (transports, assurances). Et c'est nettement dans les services financiers qu'on réalise les plus grands profits. Sur quelle production a-t-on la valeur ajoutée la plus forte? Sur la production d'argent... C'est avec de l'argent qu'on fait de l'argent! Ceci ne donne aucune chance au personnel peu qualifié et, par conséquent, il n'est pas question de délocaliser. Nous sommes même inquiets de voir certains pays du tiers monde capables de nous rattraper sur le plan technologique comme Singapour ou Taiwan et, peut-être demain, la Thaïlande.

C'est dire que la délocalisation là où cela apporterait de l'emploi pour les jeunes est assez invraisemblable. D'autant qu'il y a maintenant concurrence avec l'Europe centrale. Mais vous remarquerez que j'ai mis cet élément en second. Car cette situation ne résulte pas du fait que nous attacherions plus d'importance à l'Est qu'au Sud contrairement à ce que croient beaucoup de nos amis en Méditerranée. C'est parce que nous attachons de l'importance d'abord à nos propres développements internes.

— Pourtant, depuis l'effondrement du communisme, on a le sentiment que la Communauté s'est mobilisée pour aider les efforts de développement à l'Est au détriment de la coopération au Sud qui ne paraît pas du tout être une priorité...

J'aimerais savoir ce que vous voulez dire? Si vous faites allusion aux discours cela peut paraître exact mais si vous regardez ce qu'il y a eu de concret, vous vous rendez compte qu'il n'y a pas eu grand chose de fait vis à vis de l'Europe centrale.

Quel marché avons nous ouvert qui soit vraiment intéressant pour eux? Le marché de l'acier s'est entr'ouvert mais nous sommes en train de le refermer; la viande de mouton, l'aluminium? Oui, nous sommes prêts

à prendre plus d'énergie, plus d'hydrocarbures; mais quels autres produits vraiment importants pour eux en termes d'exportation avons-nous accepté maintenant plus librement et plus généreusement? Je n'en vois guère.

L'aide humanitaire? c'est très bien; elle est nécessaire et il ne faut pas en diminuer la valeur: elle permet de survivre; mais elle n'apporte aucune réponse à aucun problème. Et nous nous y sommes précipités d'autant plus volontiers qu'elle fait avant tout appel à des produits qui sont chez nous excédentaires: les produits alimentaires et les soldats. Nous ne savons plus très bien quoi faire de nos soldats, tout comme nous ne savons pas quoi faire de nos sacs de blé et de nos produits laitiers. Alors quitte à être généreux, car c'est quand même un élan de générosité, nous faisons cela. C'est bien mais cela n'apporte aucune réponse en matière de développement. Et ce d'autant moins que notre aide humanitaire va là où la télévision projette dans les foyers des téléspectateurs des vues insupportables. Comme la télévision change périodiquement de champ de vision, l'aide humanitaire s'arrête aussitôt pour reprendre là où les caméras de télévision se portent. Ce n'est donc pas une aide au développement.

Alors, quelle aide au développement avons nous donnée jusqu'à présent? C'est insignifiant. Bien sûr, on ouvre des crédits; je suis très content que l'on ouvre des crédits, c'est un élan d'espoir et une preuve de confiance. C'est très important politiquement. Mais je voudrais savoir si l'on fait autre chose que de les ouvrir ces crédits. Regardez tout ce qui est publié actuellement sur la BERD, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, et voyez, pour Jacques Atalli et les gens de qualité qui sont autour de lui, combien il est difficile d'arriver à dépenser les crédits qui ont été ouverts. Prenez les communiqués successifs des différents sommets qui ont traité de l'aide à l'ex-Union soviétique: les montants ne cessent d'augmenter, d'autant plus facilement que l'on reprend chaque fois ce que l'on avait promis précédemment et que l'on n'a pas donné; l'aide que nous avons apportée à l'Europe centrale et orientale est donc, pour le moment, très faible.

Ce n'est pas notre faute d'ailleurs puisque les possibilités de dépenses ne sont pas très grandes et que la véritable aide qui consisterait à ouvrir notre marché n'est pas concevable car elle risquerait de provoquer chez nous une révolte, tout à fait compréhensible.

La seule exception, dûe au changement de structure internationale, est l'Allemagne de l'Est qui a aussitôt bénéficié d'une véritable aide. Cela prend souvent la forme d'une colonisation par l'Allemagne de l'Ouest, mais un vrai effort de développement a été entrepris. Mais vous voyez, dès maintenant, les réactions que cela entraîne en Allemagne de l'Ouest. Par ailleurs, tout cet effort ne profite guère aux jeunes d'Allemagne de

l'Est. La génération suivante bénéficiera du développement qui s'amorce actuellement en Allemagne de l'Est, mais les jeunes qui avaient 25 ans au moment de la chute du mur de Berlin sont au chômage à 50 %, probablement plus, et en état de grande désespérance.

Nous sommes dans une situation où je ne constate ni à l'Est, ni au Sud de progrès quant à la coopération ou à la manière de répondre aux problèmes de fond.

— Une politique méditerranéenne rénovée a été récemment mise en place, qu'en pensez-vous ?

Eberhard Rhein est bien plus compétent que je ne le suis maintenant pour étudier ce qui est fait et en montrer la valeur que je ne sous-estime absolument pas. Je dis seulement que les mesures envisagées ne sont pas à la mesure du problème, et, qu'en réalité, les améliorations ne sont même pas en proportion de l'aggravation des difficultés. Cela dit, il est vrai que des progrès apparaissent, dans certains domaines, pour quelques pays; là, en particulier, où il y avait place pour des opérations conjointes mutuellement bénéficiaires. De ce point de vue, c'est, à mon avis, la Turquie qui a le mieux saisi ces occasions.

D'autres progrès ont aussi été accomplis dans les services. La puissance coloniale s'est toujours réservée ce secteur; dans les colonies bien gérées on invitait le gouverneur à faire développer les productions qui nous intéressaient, mais on se réservait le commerce, les assurances, les transports... Or, à l'heure actuelle, il y a un début d'intégration des services, par exemple en matière de tourisme. Le grand développement de cette activité en Tunisie ou au Maroc se fait avec des opérations conjointes menées par des investisseurs locaux et des Européens. Les pays en bénéficient: c'est leur main d'oeuvre, leur soleil, le commerce local est un peu stimulé, tandis que nous-mêmes nous assurons le transport et, généralement, l'investissement hôtelier.

Il faut aussi souligner le développement de l'industrie textile et d'un certain nombre d'industries manufacturières en liaison intégrée avec des entreprises européennes qui font transformer un produit au Sud tout en assurant le marché, puisque le produit revient ensuite en Europe.

Il y a donc quelques progrès, c'est vrai. Mais d'abord cela ne touche que quelques pays, ceux qui ont été capables de saisir ces occasions, et, ensuite, l'amélioration n'est pas à la mesure de l'aggravation des problèmes, surtout là où la croissance démographique est restée très forte, donc là où le sous-développement est encore très important, ou, devrais-je dire, est de plus en plus important.

— *Quelles sont les réponses qui vous paraissent les mieux adaptées?*

Je viens d'évoquer le problème de la croissance démographique; il faut aider ces pays à avoir des politiques responsables en la matière....et, plus largement, je crois au caractère indispensable du développement de la femme comme condition préalable au développement d'un pays. Il passe par la formation, l'éducation, la prise de responsabilités et la modification des structures juridiques quand cela s'avère nécessaire. Il existe encore des codes de la famille moyenâgeux.. Et même parfois antérieur au moyen-âge!

Le développement de la femme est essentiel parce que sa contribution au travail sera importante mais surtout parce que l'enfant est formé par sa mère, bien avant de l'être par l'école ou l'industrie où il travaillera, et parce qu'enfin il constitue la meilleure protection contre l'intégrisme; les femmes ne peuvent pas accepter le collectivisme intégriste fanatique.

En faveur de ce développement de la femme, nous devons donc faire un effort considérable même si ce n'est pas facile parce qu'il ne faut pas que cela apparaisse comme une agression contre la culture profonde du pays.

Sur ce plan, le fait que la Turquie progresse assez rapidement doit, peut-être, être rapproché de la vieille révolution kémaliste. Que la Turquie soit arrivée à un système séculier — j'ai bien dit séculier, pas laïc — est d'une très grande importance historique. Quels que soient les excès que nous devons reprocher à la Turquie — il faut qu'ils aient le courage de traiter les minorités kurdes comme une partie de leur peuple, il faut qu'ils évacuent Chypre dont l'occupation est absolument scandaleuse — elle est, pour nous, un partenaire irremplaçable par sa position géographique, par sa responsabilité dans l'équilibre du Moyen-Orient, et, peut-être demain, dans l'équilibre du Caucase et de l'Asie Mineure, mais aussi parce que ce pays est encore un pays séculier. Au moment où l'intégrisme fanatique musulman menace, il est très important que la Turquie prospère, de même d'ailleurs qu'il est très important que l'OLP reste le représentant du peuple palestinien. A-t-on assez pensé à ce que serait la situation actuellement dans cette partie du monde si la lutte du peuple palestinien pour la pleine reconnaissance de ses droits avait pris le caractère d'une guerre sacrée, d'une guerre sainte? L'OLP, restée séculière depuis des années, est actuellement très menacée sur ce plan. Aveuglément, beaucoup soutiennent Hamas et les intégristes de la bande de Gaza, sans se rendre compte de ce que représenterait un virage de l'OLP vers la guerre sainte.

Dans l'absolu, il faudrait pouvoir ouvrir davantage notre marché mais je ne crois pas que cela soit possible dans un avenir proche. Il faudrait aussi favoriser les délocalisations mais elles demeureront très

peu nombreuses dans les activités à fort emploi. Dans ces conditions, il convient donc avant tout de les aider dans leurs développements internes: notamment la libération de la femme, l'amélioration du système scolaire et des recherches adaptées aux conditions locales (le problème n'est pas de leur envoyer des vaches néerlandaises qui produisent tant de litres de lait par jour mais de leur donner les recettes génétiques qui leur permettent d'avoir leurs propres vaches pour avoir du lait pour leur propre population).

— *Peut-on vraiment alors parler d'une politique méditerranéenne de la Communauté?*

J'ai trop d'estime pour votre revue pour ne pas être direct et franc dans mes réponses. Pourquoi y aurait-il une politique méditerranéenne commune lorsque les divers composants de l'Europe ont des intérêts différents et portent une attention différente à ces régions?

Commençons par le Proche et Moyen-Orient: l'Angleterre a une politique parfaitement continue et très cohérente depuis la Première Guerre mondiale; politique que les Etats-Unis ont repris à leur compte maintenant. La France a toujours prétendu avoir une autre politique. L'Allemagne est bien décidée à ne pas entendre parler du Proche-Orient et même à lui tourner le dos car elle n'y a pas d'intérêts suffisants pour prendre des risques et ne souhaite pas se trouver en difficulté avec les Etats-Unis. Pour les Pays-Bas et quelques autres, c'est bien loin.

Ce n'est pas avec des composants aussi dissemblables que vous aurez une politique commune.

Le Maghreb intéresse la France, l'Espagne, l'Italie, mais pas l'Angleterre. Il n'intéresse l'Allemagne que dans des dimensions périphériques (le soleil, le tourisme et quelques intérêts économiques); mais l'Allemagne n'a aucune envie de se compromettre dans les affaires du Maghreb. On le voit si bien d'ailleurs que, quand on a essayé d'avancer dans la définition d'une politique commune, on est arrivé à l'idée du cinq + cinq (les cinq du Sud de la Communauté avec les cinq Maghrébins dont principalement avec les trois d'Afrique du Nord); affaire qui est maintenant arrêtée en raison du blocage américain sur la Libye. Il n'y a donc pas de politique européenne commune.

De son côté, la Commission européenne a souhaité qu'il y ait une politique maghrébine par la suite devenue méditerranéenne; comme chaque fois que la Commission est décidée à faire quelque chose, et que les gouvernements ne sont d'accord ni pour le faire ni pour ne pas le faire, on a réussi à créer un cadre. Il est insuffisant, mais il progresse.

Le Parlement européen n'a pas été inutile. Des innombrables résolutions qu'il a votées, beaucoup vont dans le bon sens. Ceci n'impressionne guère les Européens, gouvernement ou autres, mais cela est examiné avec beaucoup de soin dans les pays extérieurs à la

Communauté. Cela donne l'impression aux Américains et aux autres que nous avons une vraie politique. C'est un encouragement important pour les Arabes, parfois un avertissement utile vis-à-vis des Israéliens ou un encouragement. Voilà ce qu'ont été les éléments moteurs d'une politique méditerranéenne, où, encore une fois, les instruments qui ont été peu à peu mis en place sont intéressants; en particulier, dans les derniers temps au titre de la politique méditerranéenne rénovée, le fait qu'on ait dépassé l'aide financière et confirmé les concessions commerciales qui étaient importantes (l'huile d'olive tunisienne, les agrumes, etc); le fait aussi qu'on ait dépassé les positions de départ en ouvrant les moyens de coopération industrielle de "joint ventures", d'entreprises conjointes, de prêts garantis, d'encouragements aux opérations entre petites et moyennes entreprises; cela reste limité en volume mais c'est intelligent.

— N'y-a-t-il pas d'autres contraintes qui pèsent sur la conception d'une politique méditerranéenne de la Communauté, notamment en termes de perception de l'Autre?

Je suis président de la délégation du Parlement européen pour les pays du Maghreb; nous venons de passer quelques jours en Algérie et en Tunisie. Ce qui nous a beaucoup frappé c'est de constater à quel point nos partenaires sont choqués que nous ne comprenions pas ce qui leur arrive parce qu'on l'appréhende en termes européens; prenons une illustration très précise: c'est vrai que pour la plupart des hommes politiques en Europe, le Front Islamique du Salut est un parti de droite et non pas un mouvement tout à fait différent dans son approche des problèmes de société. Autant dire que nous ne comprenons pas le phénomène intégriste, d'où d'ailleurs le fait qu'on ne prenne pas contre les éléments intégristes qui utilisent nos pays comme relais dans leur action vers l'Afrique du Nord, les mesures qui conviendraient. On les traite comme des gens qui ont des difficultés politiques chez eux et non pas du tout comme des relais de dangereux mouvements clandestins.

D'une manière générale, le fait que la communication ne soit pas bonne entre l'Afrique du Nord et l'Europe pose un grave problème. Pourquoi n'est elle pas bonne? Comment se fait-il que nous soyons aussi peu clients de ce que fournissent leurs réseaux de communication? Comment se fait-il que le cinéma égyptien, algérien ou autre trouve audience alors que leur télévision n'en a pas?

La communication ne se fait pas; c'est d'autant plus redoutable qu'elle se fait dans l'autre sens et quand nos propres médias sont totalement tétanisés sur certains sujets, ces pays encaissent le choc de notre tétanisation.

J'étais certain que l'attitude que prendraient les médias français pendant la guerre du Golfe serait, pour l'Algérie, un traumatisme profond. Cela s'est confirmé. Ils ont tous des antennes paraboliques, et, comme tous ces jeunes n'ont rien à faire, ils regardent la télévision en permanence. Pendant la guerre du Golfe, ils ne quittaient pas TF1 ou Antenne 2. Ils lisaient *Le Monde*. C'est à dire tous les organes les plus bellicistes qu'on ait pu imaginer pendant cette période et les plus indifférents à ce que pouvaient penser les Arabes. Le mal que cela a fait est considérable. Un Algérien m'a même dit que si les législatives, où le FIS a fait un si brillant premier tour, avaient eu lieu avant la guerre du Golfe, les résultats auraient été totalement différents. C'est exagéré ? Peut-être, mais cette absence de communication est très grave.

— N'est-ce pas finalement un problème d'imprégnation culturelle? Le regard que les Européens portent sur le Sud est souvent empreint d'un certain mépris. Dans ce numéro Mohamed Mouaqit pose une intéressante question: les Européens peuvent-ils accueillir l'Autre? Qu'en pensez-vous?

D'abord, la grande majorité des Européens ne portent pas de regard sur les pays du sud de la Méditerranée. Ils ne veulent pas en entendre parler. Pour eux, ce sont des Arabes, des fanatiques; ils sont musulmans. Il y a du soleil, c'est un pays bien agréable pour y passer des vacances, point final.

Parmi les Européens qui portent un regard, ce regard est encore troublé par les souvenirs, même si ces souvenirs ne sont pas conscients. Ce regard est marqué par la présence des travailleurs immigrants. Voyez d'ailleurs comment cela joue: en France, quand on dit Arabe, c'est Algérien; en Espagne, c'est Marocain; en Allemagne, ce sont les Turcs. Donc ce n'est pas véritablement un regard que l'on porte, c'est une impression que l'on a, en pensant le moins souvent possible à ces pays là. Est-ce le rejet systématique de l'Autre? Non, je ne dirai pas cela. Rien ne m'étonne autant que l'accueil qui est fait (ou qui n'est pas fait) aux travailleurs portugais et aux travailleurs algériens en France. Il y en a à peu près le même nombre. Ils sont à peu près du même niveau culturel. Ils vivent dans les mêmes conditions, dans les mêmes quartiers. Aucune difficulté avec les Portugais mais beaucoup avec les Algériens. Et pourtant le Portugais est encore un Autre, pour le moment.

Je vais beaucoup plus loin: certes ils constituent des minorités moins importantes, mais je suis heureusement surpris du fait que les Vietnamiens n'ont jamais posé de problèmes en France. C'est vrai que très rapidement ils sont sortis du niveau des qualifications les plus faibles, du niveau de concurrence direct avec les pires pôles de chômage. Si vous reprenez l'histoire: quand les Arméniens sont venus en France, ils ont été très facilement acceptés, et pourtant ils ont vécu entre eux. Ils

sont restés Arméniens jusqu'à maintenant, la troisième génération; alors qu'au départ les Polonais comme les Italiens étaient rejetés. Les Polonais dans le nord, les Italiens dans presque toute la France, principalement dans le sud-ouest et le sud-est. Non ce n'est pas un rejet de l'Autre, c'est un rejet de certains autres. Pourquoi? C'est difficile à expliquer.

— *Vous ne croyez pas que les mécanismes d'intégration, notamment par l'école, pourront jouer un rôle positif pour les Arabes comme ils ont joué autrefois pour d'autres nationalités?*

Les mécanismes d'intégration ne jouent pas de la même manière pour tous. Il n'y a pas une maîtresse d'école qui ne souhaite pas avoir quelques petits Vietnamiens dans sa classe parce ce qu'ils vont "tirer" la classe... Parce que le Vietnamien, à la maison, aura un grand père qui l'obligera à travailler... Une maîtresse d'école n'appréciera pas particulièrement d'avoir des petits Algériens dans sa classe. Là où ils sont en plus grand nombre, cela se comprend. C'est difficile à expliquer, mais c'est ainsi. Ceci dit cela peut passer. La deuxième génération de beurs est très proche de l'intégration, la troisième sera parfaitement intégrée.

Mais j'ai tenu au rapprochement avec les Portugais, parce que les Algériens sont comme les Portugais, c'est à dire que la plupart de ceux qui viennent le font avec l'intention de ne pas rester; ils veulent rentrer chez eux comme les Portugais. Et cependant, vous avez cette différence complète dans la capacité d'absorption par le milieu.

— *Les traumatismes de la mémoire européenne sont souvent liés à des événements tragiques vécus avec des pays du sud de la Méditerranée et inversement...*

C'est vrai. Et parfois de mémoire très lointaine; les difficultés des Marocains avec l'Espagne renvoient à des souvenirs bien lointains, et cependant ils sont là.

— *Est-ce que la Commission des Communautés se préoccupe vraiment aujourd'hui d'anticiper sur les difficultés à venir dans nos rapports avec le Sud ou bien au contraire estime-t-elle que ce n'est pas une priorité?*

Depuis toujours, le Conseil souhaite ne pas entendre parler de ces questions. A la Commission par contre, il y a eu des commissaires qui s'y sont intéressés, je crois que j'étais l'un de ceux-là, et je n'étais pas le seul mais il y en a de moins en moins. Et, en particulier, le président de la Commission pour qui j'ai une très grande amitié et même une très grande affection — nous nous connaissons depuis si longtemps — n'est

pas avant tout soucieux de ces problèmes. Il doit faire face à trop de difficultés — internes avec la construction européenne et externes avec les défis de la concurrence internationale — pour attacher beaucoup d'importance aux problèmes du tiers-monde.

Entretien conduit par

Bernard Ravenel
et
Jean-Paul Chagnollaud